

Parlez vrai, monsieur le Président !

LE MONDE | 17.03.2014 à 11h08 • Mis à jour le 17.03.2014 à 11h31 | Par [Natalie Nougayrède](#)

Dans l'affaire des écoutes de [Nicolas Sarkozy](#), le président de la République a décidé d'apparaître au-dessus de la mêlée. [François Hollande](#) serait pourtant simplement dans son rôle s'il répondait à la double question qui lui a été posée samedi 15 mars, en conférence de presse. Quand a-t-il appris l'existence des écoutes téléphoniques effectuées à l'encontre de son prédécesseur à l'Élysée, et que connaissait-il du contenu de celles-ci ?

Alors qu'il s'exprimait pour la première fois publiquement sur le sujet, M. Hollande a esquivé, se retranchant derrière le principe de l'indépendance de la justice, dont il est le garant. C'est un peu court, à l'heure où la parole des politiques ne suscite plus que méfiance et sarcasmes.

Le gouvernement avait déjà multiplié maladresses et mensonges. En s'embrouillant, il a fait planer le soupçon d'une utilisation dévoyée des écoutes judiciaires, comme si être informé signait une obscure complicité. Samedi, François Hollande a endossé cette politique du faux-fuyant. Ouvrant ainsi la porte à toutes les élucubrations.

Lire l'analyse (réservée aux abonnés) : [L'exécutif dans le borbier de l'affaire Sarkozy](#)

On a pu en avoir un avant-goût ce dimanche en lisant certains confrères de la presse qui laissaient entendre que *Le Monde* aurait participé à une sourde conspiration politique en révélant, le 7 mars, l'existence des écoutes. Faut-il rappeler que *Le Monde* exerce son métier d'informer dans la plus totale indépendance, hors de toute préoccupation partisane ? L'ensemble de nos enquêtes et de nos prises de position ces dix derniers jours en a encore apporté l'illustration.

Deux de nos journalistes ont rencontré le chef de l'État le soir du 7 mars, bien après nos révélations, pour une discussion en « off », comme ils le font régulièrement. La belle affaire ! Fera-t-on bientôt la liste de toutes les conversations en « off » entre journalistes et responsables politiques, en assimilant ces contacts, dont chacun sait qu'ils sont indispensables à l'exercice libre et rigoureux de notre métier, à une coupable connivence ?

Ceux qui, à droite, pensent tenir dans pareilles insinuations le pare-feu idéal à la myriade d'affaires graves qui accablent leur camp feraient mieux de réfléchir au contrecoup. Le poids du vrai scandale pèse bel et bien sur Nicolas Sarkozy, pris dans les rets d'instructions judiciaires sans précédent pour un homme ayant occupé les plus hautes fonctions de l'État. La dernière portant même sur un soupçon de trafic d'influence.

Dans ce lamentable maelström politique, il reste que la responsabilité de la conduite du pays n'incombe qu'à ceux qui en ont obtenu la charge par les urnes. Cela exige de parler vrai, de n'esquiver aucune question et d'y répondre sans détour. C'est la condition essentielle pour que l'indépendance de la justice ne soit pas mise en doute. Pour restaurer le crédit de la parole politique. Et prendre la mesure d'une urgente nécessité : remédier à la crise démocratique qui mine notre pays.